

# “La révolution numérique exige un débat politique national”

■ Prenant les Pays-Bas et l'Allemagne en exemples, le député fédéral Gilles Vanden Burre (Ecolo) explique son appel.

La “révolution numérique” est en marche. Inexorablement. Certains parlent de “quatrième révolution industrielle”. D'autres évoquent un “tsunami numérique”, tant la vague est puissante et emporte tout sur son passage. Car si elle s'est d'abord limitée à quelques secteurs exposés aux nouvelles technologies (comme la musique ou les médias), cette vague n'épargne aujourd'hui plus aucun secteur économique. Elle éclabousse le monde de la finance, la grande distribution, la mobilité, l'énergie, etc. Et, par ricochet, elle influe sur l'emploi (où numérisation et robotisation se combinent), l'organisation du travail, les revenus, la fiscalité, la protection sociale,...

Assez curieusement, tous les enjeux inhérents à cette révolution numérique n'ont pas encore fait, en Belgique, l'objet d'un large débat au plan politique. Certes, des plans, des stratégies, des agendas, des mesures ponctuelles ont été élaborés aux différents niveaux de pouvoir (comme Digital Belgium ou l'impôt réduit sur les revenus issus de l'économie collaborative au niveau fédéral, Digital Wallonia, etc.).

Pour le groupe Ecolo-Groen au Parlement fédéral, tout cela est bien trop timide. “Il est temps de prendre ce débat sur le numérique à bras-le-corps ! C'est un enjeu fondamental qui exige un débat politique national”, confie à “La Libre” Gilles Vanden Burre, député fédéral Ecolo, qui vient de déposer, avec sa collègue Evita Willaert (Groen), une proposition de résolution invitant le gouvernement Michel à se doter d'un “agenda robonumérique inclusif et durable” (sic) et, en parallèle, le Parlement à organiser des auditions à partir de la rentrée en octobre prochain.

**Ni pessimiste, ni optimiste**

Ingénieur de gestion ayant travaillé dans la finance et l'industrie, avant de rejoindre la Chambre en

*“Il est temps  
de prendre ce débat  
sur le numérique  
à bras-le-corps !  
C'est un enjeu  
fondamental.”*

**Gilles Vanden Burre**  
Député fédéral (Ecolo)

juin 2015 (il était le suppléant de Zakia Khattabi, devenue coprésidente d'Ecolo), Gilles Vanden Burre note que le monde politique est trop souvent “à la traîne” des (r)évolutions structurelles en cours au sein de nos sociétés. “Le politique court derrière et adopte des mesures souvent très défensives.” Or, ajoute le jeune député, même si la révolution

numérique est source de menaces, elle est aussi porteuse d'opportunités. Au politique, notamment, de s'en saisir !

En introduction de leur proposition, Gilles Vanden Burre et Evita Willaert dressent un état des lieux assez fouillé de la littérature et des études économiques (anglophones, en particulier) qui montrent que les points de vue sont très divergents à propos de l'impact sociétal de la révolution numérique et de ses manifestations (intelligence artificielle, Internet des objets, robotique, mégadonnées, etc.). “Mais à ce stade, insistent-ils, nous n'optons ni pour une approche pessimiste, ni pour une approche optimiste et insouciant. Nous partons juste du principe que les nouvelles technologies confrontent le monde politique à d'innombrables nouveaux défis.”

Pour appuyer leur proposition de résolution, les verts s'inspirent clairement des réflexions menées aux Pays-Bas, en 2015, à l'initiative de la Deuxième Chambre et du gouvernement, et, plus récemment, en Allemagne dans le cadre du Bundestag. “Dans un premier temps, explique Gilles Vanden Burre, il s'agit de faire réaliser une étude sur la manière dont se pose chez nous le problème de la numérisation et de la robotisation. Sur la base de ces résultats, nous pourrions définir des priorités politiques.”

**Débattre au-delà du fédéral**

Du côté des écologistes, on insiste sur la nécessité d'avoir un débat qui soit “sociétal et inclusif”, même si chaque formation politique viendra avec sa sensibilité et ses priorités.

Gilles Vanden Burre et ses collègues ont d'ores et déjà listé les quatre grandes dimensions qu'ils souhaiteraient soumettre lors du futur débat : environnement, social, emploi et fiscalité. Avec, dans chaque cas, un premier inventaire des opportunités et des menaces liées, selon eux, à la révolution numérique.

Le même type de résolution a déjà été introduit par Groen au Parlement flamand. Ecolo en fera de même du côté francophone.

**Pierre-François Lovens**